

REVUE AGRICOLE.

MARS.

SOMMAIRE:—Partie Officielle.—Tableau de l'Organisation Agricole du Bas Canada pour l'année 1864.—Partie Non-Officielle.—L'Enseignement Agricole.—VOYAGE AGRONOMIQUE—Suite de L'Exploration de Quebec au Lac St. Jean.

PARTIE NON-OFFICIELLE.

L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE.

 A cause pour laquelle nous combattons depuis si longtemps est enfin entrée dans une nouvelle phase et l'opinion publique en s'en emparant, promet de la mener vigoureusement à bonne fin.

Pour nous l'enseignement agricole est toujours la base de tout progrès durable et nous espérons pendant la prochaine session, faire notre part de travail pour en assurer l'existence. L'octroi actuel est nul et il est temps que les députés agriculteurs se coalisent pour obtenir en faveur de leurs constituants une augmentation suffisante pour faire droit aux exigences d'un enseignement complet. Mr. Smith le professeur d'Agriculture du Collège agricole de Rimouski, dans l'excellent article qui suit, étudie parfaitement la question qui nous occupe et que nous nous efforcerions en vain d'assurer avec plus de vérité. Aussi lui laissons nous cette tâche dont il s'acquitte si bien, en nous réservant celle de faire valoir en Chambre la question de l'Enseignement agricole. M. le Rédacteur,

La *Gazette des Campagnes* du 1er Février contient un projet de requête, demandant ce que l'allocation accordée pour le soutien de l'enseignement agricole soit augmentée. Jamais ne sera faite une demande plus dans l'intérêt du Canada, pays essentiellement, par sa position, son climat et son sol, destiné à devenir un des premiers pays agricoles de l'Amérique, et à trouver dans cette source de richesse une prospérité inépuisable.

Depuis Sarnia jusqu'à Gaspé, la terre doit être rendue aussi productive que possible; au fond des forêts, comme sur les rives du St. Laurent, chaque bras qui cultive la terre doit être guidé par une intelligence éclairée si l'on veut que son travail soit productif. Comme la culture se fait partout, c'est à tout ce peuple qu'il faut accorder les bienfaits de l'enseignement agricole, et cela dans l'intérêt individuel comme dans l'intérêt national, qui ne doivent être jamais séparés sous un gouvernement bien constitué.

Si l'éducation agricole est bonne pour quelques messieurs, à plus forte raison est-elle bonne pour les cultivateurs eux-mêmes,

qui sont appelés à mettre chaque jour ces enseignements en pratique.

Le Canada doit beaucoup au Collège Ste. Anne, pour avoir introduit dans le pays, et placé à la hauteur des circonstances, l'enseignement théorique et pratique de l'agriculture; on doit applaudir Ste. Thérèse qui a suivi un si bel exemple et va fonder aussi ce noble enseignement dans le District de Montréal. Ces deux institutions vont former les grands flambeaux de cette science en Canada. Là se feront, si ces institutions comprennent leur mission, l'expérience de toutes les espèces de culture qui paraissent susceptible d'être profitables en Canada; et les résultats de ces expériences guideront les praticiens, et serviront à éclairer l'enseignement général. Or comme ces expériences sont nécessaires, sans être toujours profitables, il est juste et raisonnable qu'un gouvernement sage et éclairé, supporte pécutièrèment les établissements agricoles qui les entreprennent.

Mais à côté de ce besoin, n'en est-il pas un autre, aussi impérieux, et qui en découle, comme la conséquence découle du principe?

Messieurs, qui avez préparé le projet de requête, vous voulez l'enseignement agricole: c'est bien, mais ne le voulez-vous que pour 15, 20 ou 50 individus? Ne le voulez-vous que pour ceux qui la recevront dans l'enceinte des Collèges Ste. Anne et Ste. Thérèse, tel que le comporte le sens de votre requête en privant de ses bienfaits la masse des fils des cultivateurs auxquels appartient de droit cette science, comme la théologie est la science du prêtre, le droit, celle de l'homme de lois, la médecine, celle du médecin?

Voulez-vous en faire un monopole?

Je pourrais comprendre qu'on l'imitât à quelques intelligences supérieures de la société l'étude des lettres, du latin et du grec, car c'est au petit nombre, dans chaque pays, que ces sciences sont utiles, mais limiter l'étude de la science agricole à quelques élus; absorber pour deux écoles, tout ce que le Bas-Canada peut disposer de moyens pour encourager l'enseignement de la science et de l'industrie des neuf dixièmes de la population, et sur lesquelles sont fondées toute sa prospérité, voilà ce qui ne se com